L'armée, un tremplin vers le pouvoir ?

Au Moyen-Orient, l'armée est depuis longtemps un tremplin privilégié de promotion sociale et d'accès au pouvoir. Avec toutes les dérives possibles…

EN BREF

- Le Moyen-Orient compte un nombre particulièrement élevé de militaires. Jusqu'aux années 2000, la plupart des chefs d'État étaient issus des rangs de l'armée.
- Cette situation est un héritage historique, qui remonte à l'époque ottomane.
- Ces militaires ont joué un rôle important dans de nombreux pays du Moyen-Orient, contribuant à leur modernisation et facilitant la mobilité sociale, mais s'accompagnant d'une mainmise violente sur la vie politique.
- Aujourd'hui, le poids des appareils militaires entrave les espoirs de libéralisation portés par les sociétés civiles.

MATTHIEU REY
Historien, spécialiste de l'Irak et de la Syrie, Matthieu Rey est chargé de recherche à l'IREMAM au CNRS et chercheur associé à l'IFAS (Johannesburg).

L'un des paradoxes du Moyen-Orient tient à la place tenue par l'outil militaire et ses acteurs : alors que les conflits qui émaillent la région sont en majorité de faible intensité, les principaux États de la région se sont dotés d'armées très puissantes en hommes et en matériel. Jusque dans les années 1990-2000, la plupart des chefs d'État étaient eux-mêmes d'anciens officiers ou revêtaient régulièrement l'uniforme sur les photos officielles. Ces différents éléments soulignent la particularité du phénomène militaire dans cette région : l'armée est à la fois actrice et lieu de transformations profondes.

Des janissaires ottomans à l'armée moderne

Pour comprendre cette situation, remontons à la période ottomane. À la fin du 18e siècle, l'Empire ottoman est de plus en plus menacé par les Européens. En 1770, les troupes russes lui infligent une lourde défaite et parviennent aux portes de la capitale. Quelques années plus tard, Napoléon envahit deux de ses provinces, l'Égypte puis la Palestine. Ces incursions soulignent les faiblesses d'un Empire jusque-là craint de tous, et poussent les élites ottomanes à réfléchir aux remèdes possibles. La réponse est claire : l'Empire doit adopter les techniques de combat européennes. Dans la première décennie du 19e siècle, l'institution militaire est donc profondément transformée. Les anciennes troupes, les janissaires, sont exterminées.

On leur substitue de nouveaux corps professionnels entraînés par des officiers européens et disposant de matériel moderne. Cette modernisation entraîne une série de mutations. Pour payer les soldats, il faut des ressources régulières. Le système des fermes fiscales (une personne verse une somme à l'État, en contrepartie de quoi elle est autorisée à lever et encaisser elle-même des taxes) est remplacé par des collectes permanentes. D'autre part, pour former et encadrer les nouvelles troupes, l'Empire fait appel à des experts étrangers, choisis selon leur domaine de compétence : la marine dirigée par un Britannique, l'infanterie par un Allemand, la gendarmerie par un Belge, etc. Enfin, la formation des militaires passe aussi par la mise en place d'écoles modernes où l'on enseigne mathématiques et sciences physiques, ce qui concurrence l'école coranique et, au-delà, l'ordre traditionnel. Aussi, loin de se limiter au domaine militaire, la réforme de l'armée bouleverse en profondeur l'ordre politique, économique et symbolique de l'Empire.

Cette évolution fait de l'officier un acteur de premier plan dans la transformation sociale et dans l'avènement de la



Affiche de propagande montrant le président Hafez al-Assad et ses deux fils. L'aîné, Bassel, était le successeur désigné de son père jusqu'à son décès prématuré en 1994. Hafez rappelle alors à Damas son fils cadet Bachar, qui termine à Londres sa formation d'ophtalmologue. Bachar suit une formation militaire accélérée et accède au pouvoir en 2000. Comme dans de nombreux pays de la région, l'armée est une étape incontournable sur le chemin du pouvoir.

modernité technique et politique. On le voit pour la première fois en 1908: cette année-là, les chefs militaires ottomans de la IIIe armée de Macédoine ordonnent au sultan Abdülhamid II de rétablir une constitution au sein de l'Empire. Après la destitution d'Abdülhamid II en 1909, le nouveau régime, un temps parlementaire, puis dirigé par des militaires, fait de l'armée le creuset de l'Empire: habitants de Mossoul, de Syrie, de Turquie se rencontrent sur les bancs de l'académie militaire, à Istanbul. C'est là qu'ils assistent aux événements politiques qui s'y déroulent et qu'ils se politisent. C'est aussi le premier temps d'un gouvernement par des militaires, pour la plupart jeunes, qui remettent en cause leurs aînés… Le début des années 1910 constitue donc un moment central dans l'avènement politique des militaires.

Les militaires au cœur de la société

Après la Première Guerre mondiale, les armées nationales, formées dans le creuset des académies militaires et guidées par les anciens officiers ottomans arabes, continuent souvent à servir d'outil de promotion sociale et de brassage. En Turquie, la nouvelle nation se forge autour de son armée. Conduite par Mustafa Kemal (le futur Atatürk), elle s'oppose au sultan auquel elle reproche d'avoir accepté les conditions draconiennes imposées par les vainqueurs de 14-18 et ouvre la voie à la création de la République turque. En Irak, après l'indépendance acquise en 1932, l'armée lutte contre les pouvoirs traditionnels des tribus. Le passage par l'armée permet une rupture avec les anciennes élites – autorités religieuses, chefs tribaux, ou encore familles de notables. Toutefois, aucun *leadership* ne se crée et les coups d'État se succèdent, rappelant que l'entrée des militaires en politique peut, aussi, conduire au désordre. En Égypte, dans les années 1940, les officiers sortis de l'académie militaire sont peu nombreux, mais issus de toutes les origines sociales. Gamal Abd al-Nasser et Anouar al-Sadate, les futurs dirigeants du pays, en sont les principales figures.

Il est intéressant de noter qu'Israël et la Palestine, qui n'ont pourtant pas hérité de la tradition militaire ottomane, suivent des tendances similaires. En Israël, la Haganah qui défend les colonies juives avant l'indépendance de 1948 compte dans ses rangs nombre d'officiers qui mèneront ensuite une activité politique – c'est le cas notamment de Moshe Dayan. Après 1948, l'armée nationale continue à assurer l'intégration des nouveaux citoyens qui émigrent dans le pays. Elle devient un pilier du pays, le protégeant dans les guerres ou assurant ▶

POUR ALLER PLUS LOIN…

- ***Militaires et pouvoirs au Moyen-Orient***
  Sous la direction de Matthieu Rey, numéro spécial de la revue *Vingtième Siècle*, 2014, n° 124.
- ***L'Empire ottoman à l'âge des réformes. Les hommes et les idées du «Nouvel Ordre» militaire (1826-1914)***
  Odile Moreau, Maisonneuve et Larose, collection «Passé ottoman, présent turc», Paris, 2007.
- ***Tsahal à l'épreuve du terrorisme***
  Samy Cohen, Paris, Seuil, 2009.
- ***Généraux, gangsters et jihadistes, Histoire de la contre-révolution arabe***
  Jean Pierre Filiu, Paris, La Découverte, 2017.

Source :

la lutte contre le retour des Palestiniens. De leur côté, ces derniers constituent dans les années 1960 des forces politico-militaires pour exister sur l'échiquier régional : c'est le cas de l'Organisation de Libération de la Palestine, présidée par Yasser Arafat à partir de 1969. Ce leader s'est d'ailleurs toujours présenté en public en uniforme militaire.

Des sociétés sous coupe réglée ?

Dans les pays arabes, la défaite face à Israël lors de la guerre d'indépendance de 1948 conduit à une intrusion de plus en plus grande des militaires dans la vie politique. Les officiers condamnent en effet les autorités civiles pour leur impréparation. En Syrie d'abord, en Égypte ensuite, le remède devient le coup d'État, c'est-à-dire la correction par les militaires de l'action des politiques. À leurs yeux, l'efficacité doit primer pour constituer un outil militaire cohérent. Avec les bons outils, estiment-ils, la revanche est assurée. Mais les régimes militaires vont plus loin : ils se proclament révolutionnaires, c'est-à-dire ambitionnent explicitement la transformation en profondeur des sociétés arabes. Ceci se traduit par l'étatisation de l'économie, la distribution des terres, les programmes de grands travaux. En deux décennies, tous les chefs d'État se parent de l'uniforme, de l'Égypte à l'Iran, de l'Irak à la Jordanie. Seule la péninsule Arabique se distingue, protégée par la puissance britannique pour les émirats, et, dans le cas de l'Arabie saoudite, solidement arrimée à la dynastie Saoud.

Mais dans les années 1960, l'intrusion en politique des militaires les conduit à se politiser, à jouer les uns contre les autres, ce qui multiplie les coups d'État dans un certain nombre de pays. Pour y répondre, la même formule : croissance des effectifs militaires à plusieurs centaines de milliers de membres ; et multiplication des services de renseignement, s'espionnant les uns les autres, mettant en coupe réglée la population. À la tête de ces écheveaux de polices, un militaire – ou un civil paré des symboles militaires – s'impose. Hosni Moubarak, en Égypte, Hafez al-Assad en Syrie, Saddam Hussein en Irak, le roi Hussein en Jordanie président de manière sensiblement équivalente de ce point de vue : essor des armées, forts privilèges aux officiers qui assument la direction des troupes mais aussi vastes consortiums économiques nés des besoins de l'armée, et verrouillage du jeu politique. Il n'est pas jusqu'à l'armée turque qui ne s'impose de nouveau, à partir de 1980 comme l'arbitre ultime du jeu politique. Après le coup d'État du 12 septembre 1980, l'armée purge l'administration et combat les forces de gauche et de droite. Le paradoxe apparaît alors : les régimes nés de la lutte contre Israël se dotent de formidables troupes, alors… qu'ils ne combattent plus Israël après les accords de Camp David de 1979.

Le difficile retour des sociétés civiles

Les conflits de la fin des années 1980 vont renforcer le poids de certaines armées, notamment dans les émirats du Golfe. Face à la menace iranienne (1980-1988) puis irakienne (1991-2003), puis iranienne à nouveau à partir de 2003, ces États, riches de la rente pétrolière, investissent massivement dans les dépenses militaires, faisant de la région l'une des zones de plus forte dépense militaire au monde.

Mais les États à fort appareil militaire tels que l'Égypte, la Syrie, et la Jordanie peinent de plus en plus à financer leur armée. Certes, dans le cadre du soutien américain au processus de paix israélo-égyptien, les militaires égyptiens parviennent à monnayer l'entretien de leurs forces, ce qui renforce leur poids dans le pays, mais au prix d'une collaboration plus soutenue avec l'État hébreu dans le Sinaï. De leur côté, les forces militaires syriennes s'entretiennent sur le Liban jusqu'en 2005 – mais forcées de se retirer sous la pression internationale. La récente crise de 2011 souligne les fractures : seules les troupes d'élites, quelques 40 000 hommes, sont à même de porter l'assaut. Le paysage militaire a ainsi évolué depuis les guerres du Golfe. L'Irak qui s'était imposée comme la principale force régionale subit une lourde défaite en 1991, puis une invasion en 2003. Depuis, son armée a disparu et se compose largement de groupements miliciens. Au contraire, les États du Golfe n'ont eu de cesse d'acheter de l'armement, manière aussi de forcer les pays producteurs, les États-Unis et la France, à les protéger. La rente pétrolière a trouvé dans les armées son défouloir.

Les difficultés que connaissent ces régimes militaires se voient particulièrement bien à partir de 2011 lors des Printemps arabes : tous sont remis en cause au nom de nouvelles aspirations de la société. Pour autant, le nombre de militaires reste exceptionnellement élevé dans la région. En 2015, selon les données de l'*International institute for strategic studies* publiées par la Banque mondiale, le taux de militaires en service actif au sein de la population reste largement supérieur aux taux européens : il est de 1,9 % en Arabie Saoudite à près de 5 % en Jordanie, voire 5,7 % en Syrie. Par comparaison ce taux est de 0,9 % dans l'Union européenne (1 % pour la France)…

Le socle modernisateur et réformateur qui se forme à l'époque ottomane constitue ainsi la matrice politique de ces armées omniprésentes. Il confère aux militaires une légitimité renouvelée au gré des générations. Cependant, la promotion de l'idéal révolutionnaire qui se développe à partir des années 1960 conduit à en épuiser la ressource : les militaires gouvernent, changent les sociétés, mais finissent par n'avoir pour seule légitimité que leur capacité à se maintenir.

Les aspirations populaires de 2011 ouvrent une brèche dans ce glacis, appelant à une refonte des pouvoirs et des économies pour que tout un chacun retrouve sa dignité. Mais les lendemains violents et les aides transnationales entre régimes autoritaires soulignent toute la difficulté de secouer le bras armé institué comme autorité suprême dans les pays arabes. ●